

**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL**  
**DE SECURITE**



Distr.  
GENERALE  
S/13728  
6 janvier 1980  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

LETTRE DATEE DU 4 JANVIER 1980, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL  
DE SECURITE PAR LE CHARGE D'AFFAIRES PAR INTERIM DE LA MISSION  
PERMANENTE DU CHILI AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte d'une déclaration du  
Gouvernement chilien en date du 3 janvier 1980.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette  
déclaration comme document du Conseil de sécurité.

Le représentant permanent adjoint,  
Chargé d'affaires par intérim,

(Signé) Alfredo CANALES MARQUEZ

**EXEMPLAIRES D'ARCHIVES**  
**FILE COPY**

**A retourner/Return to Distribution C.111**

AnnexeDéclaration du Gouvernement chilien en date du 3 janvier 1980

Le Gouvernement chilien a demandé aujourd'hui, avec plusieurs autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, que le Conseil de sécurité se réunisse immédiatement afin d'examiner l'agression militaire soviétique en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales.

L'attaque armée contre ce pays d'Asie, islamique et non aligné, fait ressortir manifestement que le Gouvernement de l'Union soviétique a adopté une nouvelle politique agressive et d'expansion, sans tenir aucun compte de la réaction de la communauté internationale qu'il juge faible et divisée. Ces dernières années, l'Union soviétique est ainsi intervenue militairement dans le continent africain, mais en utilisant des troupes cubaines pour éviter de paraître directement engagée. Elle mobilise maintenant son propre potentiel militaire pour renverser par la force le Gouvernement de Kaboul, imposer un régime prosoviétique et, avec la complicité de ce dernier, occuper l'Afghanistan.

Il est incontestable que l'agression soviétique a profité de la situation chaotique qui existe dans la région et dont l'Union soviétique est en grande partie responsable. Conformément à ses objectifs politiques et idéologiques, l'Union soviétique cherche à étendre son influence sur la région du golfe Persique et sur ses gisements de pétrole.

Le Gouvernement chilien estime que tous ces événements qui menacent la paix et la sécurité internationales devraient amener les Nations Unies à réagir collectivement avec fermeté pour défendre le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures de quelque Etat que ce soit, pour appuyer la souveraineté du peuple afghan et pour condamner publiquement l'Union soviétique.

-----